

Circulaire d'information

INFCIRC/1085

22 mai 2023

Distribution générale

Français

Original : anglais

Communication datée du 11 mai 2023 reçue de la mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Agence

1. Le Secrétariat a reçu de la mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Agence une note verbale datée du 11 mai 2023.
2. Conformément à la demande qui y est formulée, la note verbale et sa pièce jointe sont reproduites ci-après pour l'information de tous les États Membres.

Mission permanente de l'Ukraine
auprès des organisations internationales
à Vienne

N° 4131/36-197-53557

La Mission permanente de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne présente ses compliments au Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique et a l'honneur de communiquer l'Appel de la Verkhovna Rada de l'Ukraine aux parlements des pays étrangers, au Parlement européen, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à ses États Membres concernant l'introduction de mesures visant à réduire la coopération avec la Fédération de Russie dans le domaine de l'énergie nucléaire, ainsi que l'imposition de sanctions aux entreprises et organisations du complexe industriel nucléaire russe (accompagné d'une traduction non officielle).

La mission permanente de l'Ukraine prie le Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique de diffuser rapidement la présente note verbale et la pièce jointe à tous les États Membres de l'AIEA sous la forme d'une circulaire d'information.

La mission permanente de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne saisit cette occasion pour renouveler à l'Agence internationale de l'énergie atomique l'assurance de sa très haute considération.

Pièces jointes : sur 8 pages.

[Sceau] [Signé]

Vienne, le 11 mai 2023

Secrétariat
Agence internationale de l'énergie atomique
Vienne

APPEL

de la Verkhovna Rada de l'Ukraine

aux parlements des pays étrangers, au Parlement européen, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à ses États Membres concernant l'introduction de mesures visant à réduire la coopération avec la Fédération de Russie dans le domaine de l'énergie nucléaire, ainsi que l'imposition de sanctions aux entreprises et organisations du complexe industriel nucléaire russe

Extrêmement reconnaissante de la contribution que la communauté mondiale apporte en aidant l'Ukraine à résister à l'agression armée à grande échelle de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exprimant sa gratitude pour l'assistance fournie,

Tenant compte de la nécessité de réexaminer constamment l'attitude à l'égard de la Fédération de Russie et la coopération avec elle dans tous les domaines en raison de son incidence négative critique sur la sécurité mondiale,

Appelant l'attention de la communauté mondiale sur le mépris flagrant et de longue date de la Fédération de Russie envers la sûreté nucléaire, qui se manifeste par l'occupation et le placement de matériel et de personnel militaires sur le territoire de centrales nucléaires ukrainiennes, les violences psychologiques et physiques à l'encontre de leurs travailleurs, la conduite d'hostilités à proximité immédiate des tranches, ainsi que le bombardement des installations nucléaires civiles de l'Ukraine, qui ont entraîné des arrêts d'urgence répétés de l'alimentation électrique des centrales nucléaires,

Condamnant la déclaration du président de la Fédération de Russie sur la suspension de la participation de la Fédération de Russie au Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie concernant des mesures pour poursuivre la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives (nouveau START), ainsi que l'ordre donné au ministère de la défense de la Fédération de Russie et à la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » de se préparer à des essais d'armes nucléaires russes,

Compte tenu de la nécessité de réagir à l'escalade illégale et cynique de la situation par la Fédération de Russie en raison du chantage nucléaire exercé sur le monde, et de l'utilisation active de l'énergie comme une arme et à des fins de terrorisme, notamment d'intimidation de la population civile de l'Ukraine,

Notant que l'un des principaux exécutants de la stratégie de chantage nucléaire est la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales qui lui sont liées (affiliées), qui sont directement impliquées dans la fourniture d'armes et de matériel militaire, de matières premières et de matériel permettant le contournement des sanctions et l'accès aux technologies par les entreprises de défense russes sanctionnées, dont les employés participent directement à l'occupation temporaire de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia,

Soulignant qu'il faut une réaction appropriée et proportionnée aux violations inacceptables commises par la Fédération de Russie, la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales liées (affiliées) présentes illégalement sur le territoire de l'Ukraine,

Soulignant le fait que la Fédération de Russie applique stratégiquement ses propres technologies et normes nucléaires afin d'étendre son contrôle sur les États qui lui achètent de l'uranium enrichi et d'autres biens et services liés à l'énergie nucléaire,

Considérant qu'une politique internationale cohérente, responsable et efficace dans le domaine de la sûreté nucléaire est une priorité de la communauté mondiale,

Soulignant qu'il faut poursuivre la coopération au niveau international afin d'élaborer et de mettre en œuvre un mécanisme efficace de sanctions à l'encontre des États qui font preuve de mépris envers la sûreté nucléaire et commettent des actes criminels à l'encontre d'installations nucléaires civiles et de leur personnel,

Guidée par les objectifs déclarés dans les documents juridiques internationaux pour atteindre un niveau élevé de sûreté nucléaire dans le monde entier sur la base du renforcement de la coopération internationale et de l'adoption de mesures pratiques efficaces pour prévenir les actes de terrorisme nucléaire et poursuivre les personnes coupables de les commettre,

Considérant l'occupation temporaire de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia par la Fédération de Russie et les violations de la législation ukrainienne dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, de la Charte des Nations Unies, du Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, des conventions internationales, des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, ainsi que des principes de sûreté et de sécurité nucléaires,

La Verkhovna Rada d'Ukraine demande aux parlements des États étrangers, au Parlement européen, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à ses États Membres :

1. De prendre des mesures pour réduire l'influence de la Fédération de Russie sur le développement de l'énergie nucléaire dans le monde :

en réduisant les achats de combustible nucléaire, d'uranium naturel et de services connexes russes en abandonnant progressivement et complètement les composants russes dans le domaine de l'énergie nucléaire ;

en résiliant les nouveaux contrats d'enrichissement de l'uranium et d'achat de combustible nucléaire avec la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales qui lui sont liées (affiliées) ;

en résiliant les contrats neufs et conclus avec la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes morales liées (affiliées) aux fins de la projection et de la construction de centrales nucléaires et de la fourniture de services auxiliaires ;

en mettant fin aux autres accords commerciaux, projets conjoints et programmes industriels avec la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales qui lui sont liées (affiliées), jusqu'à ce qu'il soit mis fin au chantage nucléaire de la Fédération de Russie, aux activités illégales concernant les installations et les matières nucléaires civiles ukrainiennes, et jusqu'au retrait des troupes russes du territoire de l'Ukraine et à l'indemnisation des dommages causés à l'Ukraine par l'agression armée.

2. De réagir comme il se doit aux violations inacceptables commises par la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales qui lui sont liées (affiliées) sur le territoire de l'Ukraine :

en imposant des sanctions personnelles à l'encontre des hauts responsables de la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et des personnes morales qui lui sont liées (affiliées), aux membres du conseil d'administration et au directeur exécutif de « Rosatom », ainsi qu'aux directeurs exécutifs de toutes ses filiales et des personnes morales qui lui sont liées (affiliées) ;

en imposant des sanctions personnelles aux employés de la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et aux personnes liées (affiliées) qui ont interféré et continuent d'interférer dans l'exploitation des centrales nucléaires sur le territoire de l'Ukraine et qui par leurs actions ont menacé et menacent encore la sûreté nucléaire ;

en imposant des sanctions à l'« Institut Kurchatov », centre national russe de recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire, qui a publiquement justifié l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, notamment des sanctions personnelles à l'encontre du président de ce centre ;

en excluant la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes morales qui lui sont liées (affiliées) du Pacte mondial des Nations Unies, pour violation des principes fondamentaux de protection des droits de l'homme ;

en imposant des restrictions aux représentants de la Fédération de Russie et de la République du Bélarus au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour ce qui est de l'accès aux données sur l'énergie nucléaire ukrainienne, ainsi qu'en limitant leur participation au processus décisionnel de l'AIEA concernant l'énergie nucléaire ukrainienne ;

en annulant la décision d'organiser des événements sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur le territoire de la Fédération de Russie en 2023 et en boycottant tout événement lié au développement d'atomes pacifiques initié par l'État agresseur ;

en suspendant la participation de la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et des personnes morales liées (affiliées) à l'Association nucléaire mondiale (WNA), à l'Association mondiale des exploitants nucléaires (WANO) et aux autres organisations internationales spécialisées.

3. De commencer à élaborer le mécanisme de sanctions et ses critères, qui seront appliqués à l'avenir si la Fédération de Russie, représentée par la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et ses personnes morales liées (affiliées), continue d'ignorer les normes internationales de sûreté nucléaire et les principes directeurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique en matière de sécurité nucléaire, et commet des actes illicites dans les centrales nucléaires de l'Ukraine, notamment en établissant des mécanismes et des critères pour :

prendre le contrôle des investissements de la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et des personnes physiques et morales qui lui sont liées (affiliées) à l'étranger ;

fermer les bureaux de représentation de la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et des personnes morales liées (affiliées) et expulser de force leurs représentants ;

suspendre tous les accords intergouvernementaux sur les projets de recherche impliquant la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales qui lui sont liées (affiliées) ;

appliquer des sanctions personnelles à tous les responsables de la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom », des personnes morales liées (affiliées) et des filiales ;

appliquer des sanctions à la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom », aux personnes morales liées (affiliées) et à toutes les filiales afin de réduire leur rôle dans l'approvisionnement international du marché de l'énergie nucléaire, notamment en imposant des restrictions au commerce et à toute autre relation d'affaires.

4. De créer des groupes de travail interparlementaires chargés d'élaborer des objectifs spécifiques pour les années à venir, afin de réduire la coopération avec la Fédération de Russie, la Corporation d'État de l'énergie atomique « Rosatom » et les personnes physiques et morales liées (affiliées), de rechercher d'autres fournisseurs de biens et de services dans le domaine de l'énergie atomique et d'augmenter la capacité de production nationale dans le domaine de l'énergie nucléaire.

ЗВЕРНЕННЯ

Верховної Ради України

до парламентів іноземних держав, Європейського парламенту, Міжнародного агентства з атомної енергії та його держав-членів щодо запровадження заходів для зменшення співпраці з російською федерацією у сфері ядерної енергетики, а також накладення санкцій на підприємства та організації російського атомно-промислового комплексу

Високо цінуючи внесок світової спільноти у підтримку України в її протидії повномасштабній збройній агресії російської федерації проти України та висловлюючи вдячність за надану допомогу,

зважаючи на необхідність продовження процесу переосмислення ставлення до російської федерації та співпраці з нею в усіх сферах через її критичний негативний вплив на світову безпеку,

звертаючи увагу світової спільноти на тривале і кричуще нехтування ядерною безпекою з боку російської федерації, виражене в окупації та розміщенні нею військової техніки та особового складу на територіях українських атомних електростанцій, у психологічному та фізичному насильстві стосовно їх працівників, у проведенні бойових дій у безпосередній близькості до енергоблоків, а також в обстрілах цивільних ядерних об'єктів України, що призвели до неодноразових аварійних відключень атомних електростанцій від електропостачання,

засуджуючи заяву президента російської федерації про призупинення участі російської федерації у Договорі між російською федерацією та Сполученими Штатами Америки про заходи щодо подальшого скорочення та обмеження стратегічних наступальних озброєнь (СНО-III), а також доручення міністерству оборони російської федерації та російській державній корпорації з атомної енергії "Росатом" підготуватися до випробувань російської ядерної зброї,

ураховуючи необхідність відповідати на протиправну та цинічну ескалацію російською федерацією ситуації через ядерний шантаж світу, активне використання енергетики як зброї, тероризм, у тому числі залякування цивільного населення України,

зауважуючи, що одним із головних реалізаторів стратегії ядерного шантажу є російська державна корпорація з атомної енергії "Росатом" та пов'язані (афілійовані) з нею фізичні та юридичні особи, які безпосередньо залучені до постачання в обхід санкцій озброєння і військової техніки, сировини, обладнання та технологій підсанкційним російським оборонним компаніям та співробітниками яких беруть безпосередню участь у тимчасовій окупації Запорізької АЕС,

наголошуючи на необхідності належної та пропорційної реакції на неприпустимі порушення, вчинені російською федерацією, державною корпорацією з атомної енергії "Росатом" та пов'язаними (афілійованими) з нею фізичними та юридичними особами, незаконно присутніми на території України,

акцентуючи увагу на тому, що російська федерація стратегічно впроваджує власні ядерні технології та стандарти з метою розширення свого контролю над державами, що закуповують у неї збагачений уран та інші товари і послуги, пов'язані з ядерною енергетикою,

розуміючи, що послідовна, відповідальна та ефективна міжнародна політика у сфері ядерної безпеки є пріоритетом світової спільноти,

наголошуючи на потребі постійної співпраці на міжнародному рівні з розроблення та запровадження ефективного санкційного механізму щодо держав, які нехтують ядерною безпекою та вчиняють злочинні дії щодо цивільних ядерних об'єктів та їх персоналу,

керуючись проголошеними у міжнародно-правових документах цілями щодо досягнення високого рівня ядерної безпеки в усьому світі на основі зміцнення міжнародного співробітництва, вжиття ефективних практичних заходів для запобігання вчиненню актів ядерного тероризму та для притягнення до відповідальності винних у їх вчиненні,

зважаючи на тимчасову окупацію російською федерацією Запорізької АЕС, порушення законодавства України у сфері ядерної та радіаційної безпеки, Статуту Організації Об'єднаних Націй, Статуту Міжнародного агентства з атомної енергії, міжнародних конвенцій, резолюцій Організації Об'єднаних Націй, Ради керуючих Міжнародного агентства з атомної енергії та принципів ядерної безпеки та захищеності,

Верховна Рада України закликає парламенти іноземних держав, Європейський парламент, Міжнародне агентство з атомної енергії та його держави-члени:

1. Вжити заходів для зменшення впливу російської федерації на розвиток ядерної енергетики у світі шляхом:

скорочення закупівель російського ядерного палива, природного урану та супутніх послуг із поступовою повною відмовою від російських компонентів у ядерній енергетиці;

припинення укладання нових контрактів з державною корпорацією з атомної енергії "Росатом" та пов'язаними (афілійованими) з нею фізичними і юридичними особами на збагачення урану та закупівлю ядерного палива;

припинення укладання нових та розірвання укладених контрактів з державною корпорацією з атомної енергії "Росатом" та пов'язаними (афілійованими) з нею юридичними особами на проектування, будівництво атомних електростанцій та надання допоміжних послуг;

припинення дії інших торговельних угод, спільних проектів та промислових програм з державною корпорацією з атомної енергії "Росатом" та пов'язаними (афілійованими) з нею фізичними і юридичними особами, до моменту припинення здійснення російською федерацією ядерного шантажу, протиправної діяльності щодо українських цивільних ядерних об'єктів і матеріалів, виведення російських військ з території України та відшкодування збитків, завданих Україні внаслідок збройної агресії.

2. Належним чином відреагувати на неприпустимі порушення, вчинені державною корпорацією з атомної енергії "Росатом" та пов'язаними (афілійованими) з нею фізичними і юридичними особами на території України, шляхом:

застосування персональних санкцій до ключових посадовців державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб, зокрема членів правління та виконавчого директора корпорації "Росатом", а також виконавчих директорів усіх її дочірніх підприємств та пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб;

застосування персональних санкцій до працівників державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею фізичних осіб, які втручалися та продовжують втручатися в роботу атомних електростанцій на території України та своїми діями загрожували та загрожують ядерній безпеці;

застосування санкцій до Національного дослідного центру "Курчатовський інститут", провідного російського дослідницького інституту у сфері ядерної енергетики, що висловив публічне виправдання збройної агресії російської федерації проти України, у тому числі персональних санкцій до президента цього центру;

виключення державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб з Глобального договору ООН за порушення засадничих принципів захисту прав людини;

встановлення обмежень для представників російської федерації та республіки білорусь у Міжнародному агентстві з атомної енергії в доступі до даних про українську ядерну енергетику, а також обмеження їх залученості до ухвалення рішень МАГАТЕ щодо української ядерної енергетики;

скасування рішення про проведення у 2023 році заходів під егідою Міжнародного агентства з атомної енергії на території російської федерації та бойкотування будь-яких заходів з питань розвитку мирного атому, ініціатором яких є держава-агресор;

призупинення участі державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб у Всесвітній ядерній асоціації (WNA), Всесвітній асоціації операторів атомних електростанцій (WANO) та інших профільних міжнародних організаціях.

3. Розпочати розроблення санкційного механізму та його критеріїв, що будуть застосовані в подальшому, якщо російська федерація в особі державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб продовжуватиме ігнорувати міжнародні норми ядерної безпеки та керівні принципи Міжнародного агентства з атомної енергії з фізичної ядерної безпеки, а також вчинятиме протиправні дії на атомних електростанціях України, серед яких передбачити механізми та критерії для:

взяття під контроль інвестицій державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею фізичних і юридичних осіб за кордоном;

закриття представництв державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб та примусове видворення їх представників;

зупинення дії усіх міжурядових угод про дослідницькі проекти за участю державної корпорації з атомної енергії "Росатом" та пов'язаних (афілійованих) з нею фізичних і юридичних осіб;

застосування персональних санкцій до всіх посадовців державної корпорації з атомної енергії "Росатом", пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб та дочірніх підприємств;

застосування санкцій до державної корпорації з атомної енергії "Росатом", пов'язаних (афілійованих) з нею юридичних осіб та всіх дочірніх компаній для зменшення їх ролі в міжнародних поставках на ринку ядерної енергетики, включаючи запровадження обмежень на торгівлю та будь-які інші ділові відносини.

4. Створити міжпарламентські робочі групи для розроблення конкретних цілей на найближчі роки, спрямованих на скорочення співпраці з російською федерацією, державною корпорацією з атомної енергії "Росатом" та пов'язаними (афілійованими) з нею фізичними і юридичними особами, пошук альтернативних постачальників товарів і послуг у сфері атомної енергетики та збільшення потужностей внутрішнього виробництва в ядерній енергетиці.

Апарат Верховної Ради України
12/38-2023/97655 від 08.05.2023



1182775

САС ВЕРХОВНОЇ РАДИ УКРАЇНИ

Підписувач: Апарат Верховної Ради України, 1 прим.
Сертифікат: 58E2D9E7E900307B0400000087172D00E1A89A00

Дійсний до: 25.10.2023 0:00:00

